



Le rôle du journal «As charq al Awsat» dans la normalisation avec Israël et la collecte de fonds du djihadisme planétaire

Salmane-Israël 2/3 : Moujtahed acte III

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2016

madaniya.info 8 mars 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Salmane, un des plus gros collecteurs de fonds pour les djihadistes via le groupe As Charq Al Awsat

Ignorance ? Complaisance ? ou plus simplement flatterie courtisane ? Quoiqu'il en soit, le Roi Salmane a été crédité à son accession au pouvoir de qualificatifs élogieux du genre «homme bénéficiant d'une réputation de probité» et «de grand respect (1), sans doute en ce que son inclination politique naturelle convergeait furieusement avec les intérêts d'Israël. Mais, contrairement aux assertions de la presse occidentale, le nouveau roi est en fait contesté d'autant plus âprement que sa santé mentale est sujette à caution, -la maladie d'Alzheimer a été mentionnée- et que ses piètres performances au Yémen font craindre le pire tant sur la pérennité de son règne que sur la stabilité de la monarchie.

«As Charq Al Awsat», le journal aux couleurs vertes de l'Islam et du dollar, collecteur de fonds du djihad

Dans l'ambiance d'exaltation délirante de la période du Djihad afghan (1980-1989), le journal aux couleurs vertes, la couleur de l'Islam et du dollars, -une combinaison idéale pour lever des fonds en faveur du djihad-, va faire office d'oracle pour une population en état de lévitation sur fond de religiosité naïve et d'infantilisme religieux, quand bien même il posait de sérieux problèmes à ses lecteurs en ce que la coloration verte de ses pages interdisait un usage profane, particulièrement en tant que papier d'emballage. Disposant de l'exclusivité pour le Monde arabe des articles du Washington Post, d'USA Today et de Global Viewpoint ainsi que de dizaines de plumes arabes convertis aux vertus du Roi dollars, As Charq Al-Awsat, se hissera, par son tirage, au premier rang des journaux trans-arabe, nullement le plus influent au sein des élites intellectuelles, plus certainement au sein de la population.

Premier quotidien arabe à utiliser la transmission satellitaire pour l'impression simultanée dans plusieurs villes dans le monde, avec un tirage de l'ordre de 200 000 exemplaires, imprimé simultanément dans 12 villes sur 4 continents, avait mission de répandre la bonne parole qui retentissait comme autant de mots d'ordre sur l'ensemble de la Oumma.

Salmane, propriétaire de cet important groupe de presse, «Saudi Research and Marketing ltd», a ainsi orchestré pendant plus de 30 ans, à travers la totalité des 15 périodiques de

son empire médiatique les campagnes de collecte de fonds au profit des «arabes afghans», les ancêtres des djihadistes salafistes, tant en Afghanistan, qu'en Bosnie-Herzégovine, qu'en Tchétchénie, qu'au début du printemps arabe contre la Syrie. À journées faites, sur de pleines pages, As Charq Al Awsat mentionnait, dans la pure tradition de l'économie ostentatoire, les contributions des donateurs dans un style qui incitait à l'émulation. Des annonces reprises, au diapason, par les autres publications du groupe : Arab News, Al Majalla, Urdu News, Arrajol, et Al Iqtissadiyah.

Fondé en 1978 par Kamal Adham, ancien chef des services de renseignements saoudiens du temps du Roi Faysal dont il était le beau frère, -l'homme du voyage de l'égyptien Anouar El Sadate en Israël- As Charq Al Awsat, le fleuron de ce groupe de presse, sera la pierre angulaire du dispositif médiatique saoudien à une période charnière du Moyen Orient à la veille de la chute de la dynastie Pahlévi en Iran et de l'instauration de la République islamique iranienne (février 1979), de la conclusion du traité de paix israélo-égyptien (Mars 1979) et de la guerre des pétromonarchies contre l'Iran, via l'irakien Saddam Hussein (septembre 1979).

Salmane, à l'époque prince héritier, diluera sa participation dans ce holding, à la mi 2014, dans une démarche symbolique destinée à prendre ses distances avec les collecteurs de fonds des djihadistes au moment où ses anciens compagnons de route faisaient mauvaise presse dans les pays occidentaux par leurs abus, alors que la santé du Roi chancelante lui laissait entrevoir les portes du pouvoir.

Salmane (As Charq Al Awsat) et le fantasme de Sylvia Kristel versus Khaled Ben Sultan (Al Hayat) et le fantasme de Brigitte Nielsen

Gouverneur de Ryad pendant 50 ans, il a fait office de ministre occulte de l'information du Royaume, protecteur de tous les prédicateurs salafistes venus chercher refuge au royaume, en même temps qu'un mécène de la presse arabe.

Les fastes et frasques de ses fréquents séjours parisiens à sa résidence de l'Avenue Foch, de même que les prodigalités dont les journalistes libanais ont largement bénéficié en témoignent tout comme les conditions scabreuses de l'acquisition de la radio parisienne «Radio Orient», par le publiciste libanais Raghid Chama'a, avant de tomber dans l'escarcelle du milliardaire libano saoudien, Rafic Hariri.

À l'instar de Khaled Ben Sultan, ancien vice ministre de la défense et interface saoudien du général américain Norman Schwarzkoff durant la 1^{re} guerre du Golfe (1990-1991), propriétaire par ailleurs du journal «Al Hayat», qui avait fantasmé sur Brigitte Nielsen, Salmane, propriétaire du Charq Al Awsat, a, lui, projeté ses fantasmes sur Sylvia Kristel, l'actrice du film «Emmanuelle», un film sulfureux à l'époque. Marc Young, un ancien gardien de corps de la famille royale saoudienne dans son livre «Body Guard», raconte que Khaled Ben Sultan a jeté son dévolu sur Brigitte Nielsen, ancienne épouse de l'acteur américain Sylvester Stallone (alias Rambo) au point de proposer 1 million de dollars pour une nuit qu'il se promettait torride avec la belle et blonde actrice danoise. Cette proposition à proprement parler indécente s'est finalement concrétisée un certain soir de juin 1997 dans un luxueux hôtel de la croisette.

Cette hyperactivité hormonale princière est intervenue à une époque où leur ancien «office boy» Oussama Ben Laden, chef d'Al Qaida, consommait sa rupture avec ses Maîtres wahhabites. Mais la libido de leurs altesses n'a pas de prix. Elle n'en avait nullement cure de cette rupture qui peuplera ultérieurement de cauchemars le sommeil des gérontocrates du

Golfe.

Osmane el-Omeir et Rached Al Abdallah, les chefs d'orchestre de la partition wahhabite

Moujtahed a spécifié nommément que les Missi Dominici de Salmane pour ce travail de reconnaissance et de déblayage n'étaient autres que les deux premiers rédacteurs en chefs de son journal vedette, deux anonymes qui connaîtront gloire et prospérité du fait du prince, en rétribution de leur servilité «perinde ad cadaver» à leur bienfaiteur.

- Ousmane al Omeir, sa besogne faite, participe désormais de la vie des happy few des élites mondialisées, à la tête d'un important patrimoine immobilier, propriétaire heureux du journal électronique arabe, Elaph, le premier site d'information en continu du monde arabe, créé à Londres en mai 2001.
- Abdel Rahman Ar-Rached, en tandem avec Samir Kassir, une parfaite illustration de la théorie sur la circulation circulaire de l'information. Obscur journaliste de la décennie 1970 en quête de pige dans les gazettes arabes de l'exil londonien, Abdel Rahman Ar Rached sera subitement propulsé en haut de l'affiche au terme d'un voyage initiatique à Washington aux fins d'aboubement et tiendra depuis lors le haut du pavé pendant deux décennies, la période du triomphe du néo conservatisme américain.

Dans un sorte de répartition des rôles, As Charq Al Awsat assumait ses fonctions en prolongement de «deux roues dentées» de la diplomatie américaine «Al Hayat» et «An Nahar» dont le rôle, particulièrement celui des «deux martyrs de la presse libanaise» Samir Kassir et Gébrane Tuéni, est décrit sous ce lien <http://www.renenaba.com/les-tribulations-de-la-presse-libanaise-2/>

Samir Kassir reprenait son éditorial hebdomadaire du vendredi du quotidien libanais «An Nahar» pour le répercuter de vivo sur Sawa (Ensemble) et Hurra (Libre), les deux vecteurs d'accompagnement américains de l'invasion américaine de l'Irak et de la mise en oeuvre du «Grand Moyen-Orient», le projet cher aux faucons de l'administration républicaine américaine (Dick Cheney, (Vice-président), Ronald Rumsfeld (Défense) et Paul Wolfowitz, son adjoint à la défense.

Outre Hurra et Sawa, l'éditorial de Samir Kassir était repris ensuite dans la revue de presse de LBC (Lebanese Boadcasting Corporation), la chaîne de télévision libanaise partenaire des Saoudiens ainsi que par Al Arabya. Soit 5 reprises pour un seul et même texte, avec des rétributions y afférentes à leur passage dans les médias américains. Ce faisant, ce jackpot éditorial signait l'entrée en scène d'un nouvel forme de journalisme, non le journalisme multi-cartes, mais le journaliste multiplex amplificateur de la thèse des commanditaires.

Le même mode opératoire s'appliquait aussi à Abdel Rahman ar Rached avec répercussion de ses éditoriaux sur les chaînes américaines puis dans les revues de presse des chaînes amies. Pareil dispositif a fonctionné au sein de l'opposition irakienne avec le trinôme Ahmad Chalabi, sa nièce stringer du New York Times dans le Golfe et Judith Miller, la responsable du Moyen Orient au sein du grand quotidien américain. L'information y circulait en circuit fermé, impulsée par l'entourage de Dick Cheney, répercutée par Ahmad Chalabi à sa nièce, de là à Judith Miller qui la faisait confirmer par la vice présidence américaine.

Signe de son efficacité, pareil dispositif a également fonctionné 10 ans plus tard au sein de l'opposition syrienne off-shore avec le tandem Basma Kodmani, porte parole de l'opposition

et sa sœur Hala Kodmani, opportunément chargée de la rubrique Moyen-Orient au journal Libération au début du soulèvement syrien.

Consécration suprême, les éditoriaux d'Abdel Rahman Ar Rached figuraient en tête de la revue de presse mise à la disposition de la commission des Affaires étrangères du sénat américain en guise d'argumentaire justifiant à posteriori les choix stratégiques de la politique impériale américaine. Mais sur ce parcours pavé de pétrodollars et de paillettes, cet homme surgi de nulle part recevra de plein fouet la marque de sa scarification morale : une philippique anti-Al Arabiya sur la blogosphère d'une rare violence qui finira par l'achever :

« Al Arabiya : plus juive que les juifs. L'information américaine intelligente avec un visage arabe » en ce que la chaîne saoudienne passait pour refléter le point de vue américain, voire israélien, si bien que ses détracteurs l'appelaient Al-Ibriya (la juive)».

Abdel Rahman Ar Rached, qui a dirigé pendant 10 ans (2004-2014) Al Arabiya, la chaîne d'information du groupe MBC, sera moins chanceux que son vis à vis d'Al Jazira, Wadah Khanfar, lauréat 2011 du printemps arabe, démissionné aussitôt de son poste de directeur Al Jazirah, pour pantoufler dans un emploi rémunérateur à l'Open Society du milliardaire Georges Soros. Pis, Abdel Rahman Ar Rached boira la coupe jusqu'à la lie en figurant sur la liste Tzipi Livni de «journalistes arabes amis d'Israël».

La liste Tzipi Livni des «journalistes arabes amis d'Israël»

Fait sans précédent dans les annales médiatiques internationales, le ministère israélien des affaires étrangères a, en effet, établi une liste sur son site officiel, durant l'offensive «Plomb Durci» contre Gaza, en 2008, recommandant la publication des articles de journalistes arabes «reflétant le point de vue du gouvernement israélien sur Gaza. «Ce sont des ambassadeurs d'Israël dans le Monde arabe, la meilleure voie pour faire parvenir le point de vue israélien sur le Hamas». «Un fait sans précédent car le site du ministère ne publie jamais de points de vues personnels mais exclusivement des documents officiels», précise LEA Abramovitch à l'origine de cette révélation. (Cf en annexe documentaire, le texte en arabe de la liste des 27 journalistes arabes distingués par les Israéliens.

Naturellement, Osmane al Omeir et Abdel Rahman Ar Rached figurent en tête de la liste à côté d'Ahmad Jarallah, Rédacteur en chef du journal koweïtien Al Siassayh et d'Anis Mansour, le directeur du quotidien égyptien «AL Ahram» du temps de la présidence Hosni Moubarak. Sur la liste figurent aussi les libanais, Nassir Al-Assad, ancien dirigeant communiste libanais reconverti aux vertus des bienfaits des pétrodollars de Rafic Hariri, ancien premier ministre libanais assassiné et Fouad Al-Hachem (Al Watan-Koweït), fondateur de la «Radio du Liban Libre», la Radio des milices chrétiennes du chef phalangiste Bachir Gémayel, dont Gisèle Khoury, la veuve de Samir Kassir, en était la journaliste vedette du temps de la guerre civile libanaise (1975-1990). Le monde des élites mondialisées est petit. Décidément.

Dans ce groupe, le journal As Siyassah du Koweït décroche la première place avec un contingent de 6 journalistes, suivi d'«As Charq Al Awsat (5 journalistes) et du site électronique Elaph d'Osmane El Omeir.

Ehud Olmert, premier ministre à l'époque, se soulèvera d'enthousiasme à l'écoute d'un éditorial élogieux d'un scribe koweïtien besogneux, Abdallah Al Hadlaq (Al Watan),

proposant de lui décerner la plus haute distinction honorifique israélienne. Dans ce cas spécifique de servilité extrême, ce que ne pouvait être que «la laisse d'or» pour ce «caniche d'Israël».

Compagnon de route des communistes arabes, militant actif de la cause palestinienne, Samir Kassir de même que son compère Gébrane Tuéni ne figurent pas sur cette liste, non pas tant que les deux porte-voix de la stratégie américano-saoudienne au Moyen-orient, avaient témoigné de peu de zèle dans cette besogne, mais parce que le destin en a décidé autrement, sous la forme d'un justicier anonyme les expédiant «ad patres», 2005, trois ans avant son établissement, leur épargnant cette ultime infamie.

- Sur ce lien <http://www.renenaba.com/les-tribulations-de-la-presse-libanaise-2/>

Le différentiel Irak-Arabie

Face à cette cohorte de reptiles, l'Iran offre, en contrepoint, une brochette de dirigeants de premier plan tous formés dans les universités occidentales mais sans la moindre ambiguïté quant à leur allégeance nationale iranienne. À l'exemple de l'équipe des négociateurs du contentieux nucléaire avec le groupe des pays occidentaux, dont voici la liste à titre d'illustration :

- Mohammad Nahavandian. Chef du cabinet du président Hassan Rouhani, (Ph.D. Economie- George Washington University)
- Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères et négociateur en chef aux négociations nucléaires. Diplômé de l'Université de San Francisco et titulaire d'un doctorat de l'Université de Denver (Colorado)
- Ali Akbar Salehi, chef de la délégation iranienne à la Commission de l'Energie Atomique de Vienne (Ph.D. - Nuclear engineering Massachusetts Institute of Technology-MIT).
- Mahmoud Vaezi, ministre des télécommunications, titulaire d'un diplôme d'ingénieur électrique à Sacramento et à l'Université de San Jose State (Californie), d'un doctorat de l'Université de Louisiane et d'un diplôme de relations internationales de l'Université de Varsovie.
- Abbas Ahmad Akhoundi, ministre des transports, titulaire d'un doctorat (Ph.D) de l'Université de Londres.

L'Iran apparaît ainsi comme contre un parfait contre-exemple de l'Arabe saoudite et constitue ce titre une menace existentielle pour la dynastie wahhabite.

René Naba

NOTES

1. René Naba est l'auteur de deux ouvrages sur les stratégies de communication : «Guerre des ondes, Guerre des religions, la bataille hertzienne dans l'espace euro-méditerranéen», Harmattan, 1998 «Media et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI me siècle», Golias, 2013.
2. À propos de MBC et d'Al Arabiya.

Lancée en 2003, en pleine guerre d'Irak, elle avait pour but de concurrencer et, surtout, de contrer Al Jazira qui n'hésitait pas, dans la décennie 1990, à critiquer la famille royale saoudienne. Créée

avec un montant initial de 300 millions de dollars, son budget de fonctionnement avoisinerait plusieurs centaines de millions de dollars. Al- Arabisa appartient majoritairement au groupe MBC (Middle East Broadcasting Center), cofondé et présidé Walid Al Ibrahim, beau frère du Roi Fahd.

Walid Al Ibrahim est, en effet, le frère d'Al Jawhara Al Ibrahim, une des nombreuses épouses mais néanmoins favorite de feu le Roi Fahd. Al Jawhara avait quitté son premier époux pour s'unir au plus haut représentant des Al Saoud. Selon certains observateurs, c'est à partir de cette union que la famille des Al Ibrahim est «sorti de l'obscurité», offrant aux frères d'Al Jawhara l'opportunité de devenir d'influents businessmen non sans leur attirer les critiques et les commérages des cercles royaux. En plus d'Al Jawhara, Walid a deux autres sœurs et dix demi-sœurs dont plusieurs ont épousé des Al Saoud. Ses deux sœurs, Maha et Mohdi sont respectivement mariées au prince Abderrahmane Al Saoud (ancien vice-ministre saoudien de la défense et de l'aviation) et Khaled Al Angari (ancien Ministre saoudien de l'enseignement supérieur).

Walid est aussi l'oncle maternel du prince Abdel Aziz, unique enfant de sa sœur Al Jawahra et le plus jeune fils et le préféré du roi Fahd. Dès son jeune âge, un atout dans une monarchie gérontocrate, Abdul Aziz a occupé des postes importants dans le gouvernement saoudien. Tout d'abord ministre d'État sans portefeuille, il a été ensuite nommé chef du bureau du Conseil des ministres alors qu'il n'avait que 27 ans.

Limogé en avril 2014, le prince a mené une vie de play-boy milliardaire, en compagnie de son compagnon festif Saad Hariri, l'ancien premier ministre du Liban, avant de verser dans la religiosité niaise. Son convoi a été spectaculairement cambriolé sur une autoroute parisienne en août 2014.

De son vivant, le roi Fahd considérait MBC comme son projet personnel. D'ailleurs une blague circulait dans ce temps prétendant que le roi racontait que l'acronyme MBC voulait dire «My Broadcasting Company» et qu'il appelait la station pour demander la diffusion de telle ou telle émission selon son humeur. En effet, alors que le soutien financier du roi Fahd à MBC dans ses premières années restera une question de conjecture, l'ampleur du soutien logistique royal était de notoriété publique.

Son fils Abdel Aziz, retire désormais les dividendes : selon le câble Wikileaks 09RIYADH651, le prince Abdel Aziz recevrait «50% de tous les profits de l'empire MBC».

René Naba : Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de « L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres » (Goliath), « Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français » (Harmattan), « Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), « Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David » (Bachari), « Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bounoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca